

Conjoncture agricole

n° 36 - mars 2019

Bilan de la campagne agricole 2018 Une année en demi-teinte

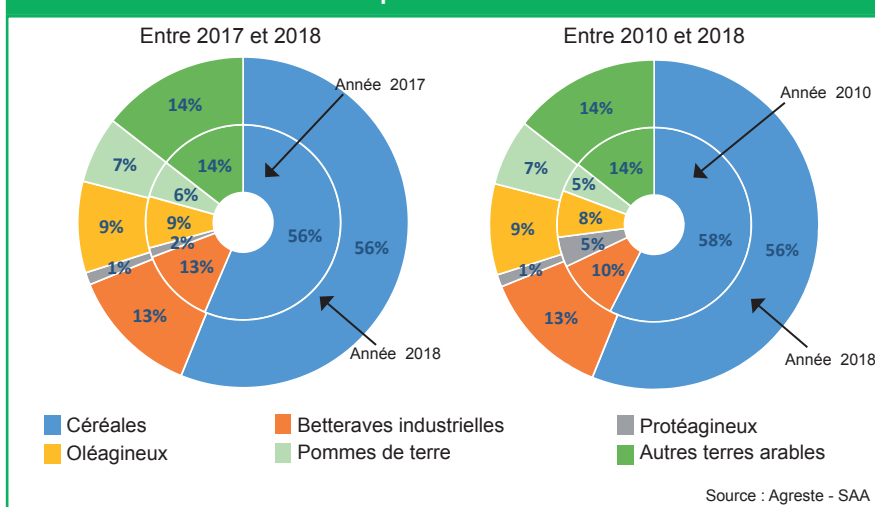
Les plantes à fibre, les pommes de terre et les oléagineux progressent dans la région en 2018. En revanche, les productions de blé tendre et d'orge se replient, et les cours s'envolent durant l'été. Le prix du sucre blanc poursuit sa baisse et les marges des producteurs se réduisent. Le climat perturbe la culture des pommes de terre et le marché reste ferme. L'offre en endives satisfait la demande au printemps, le marché est beaucoup plus tendu à l'automne. Même si la pousse de l'herbe est déficitaire sur la région, les volumes de lait collectés restent importants mais le nombre de bovins femelles abattus augmente en fin d'année. Le prix du porc est en retrait dans un climat d'incertitudes causées par la peste porcine africaine. Porté par le prix des produits pétroliers, l'indice des prix des moyens de production agricole croît en 2018. Les exploitations affichent une amélioration financière en 2017 et modifient leurs stratégies (investissements, forme juridique...) en vue d'améliorer leur résilience.

Les cultures industrielles continuent de progresser en 2018

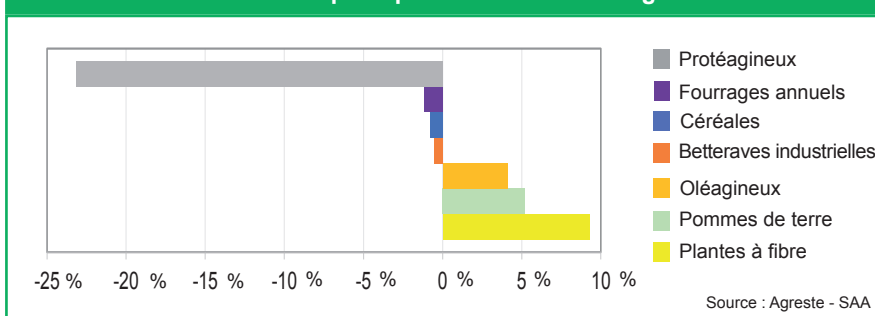
La culture des plantes à fibre ne cesse de gagner du terrain dans les Hauts-de-France. Avec plus de 36 milliers d'hectare ensemencés, la surface en lin fibre augmente de plus de 3 000 hectares (+9 %). Les superficies implantées en pommes de terre progressent, quant à elles, de près de 6 000 hectares et celles en oléagineux d'environ 6 500 hectares. Après une perte de près de 35 000 hectares en 2017, la sole en céréales poursuit sa chute de plus de 8 000 hectares.

Cette diminution correspond à un recul de plus de 7 000 hectares de blé tendre et de plus de 4 000 hectares d'orge et escourgeon. Elle est légèrement compensée par une augmentation de 2 000 hectares de la sole ensemencée en maïs grain. En 8 ans, les protéagineux et les céréales perdent respectivement plus de 69 000 ha et 25 000 ha sur la région au profit notamment de cultures industrielles comme les betteraves et les plantes à fibre.

Évolution de la répartition des terres arables



Évolution des principales cultures de la région



Des récoltes décevantes en quantité mais satisfaisantes en qualité

Après un hiver humide et des froids tardifs, les cultures d'hiver abordent le printemps avec de bonnes conditions de culture. La pluie et la fraîcheur du printemps ont davantage nui aux céréales en floraison que les températures excessives et le manque d'eau du début d'été. La maturation des céréales est précoce à partir du stade de l'épiaison. Les conséquences sur la récolte sont hétérogènes en fonction de la nature du sol mais la moisson 2018 est un petit cru en volume au niveau régional.

Les rendements de 84 q/ha en blé tendre d'hiver et de 76 q/ha en orge d'hiver sont moyens et se situent respectivement à 1 % et à 6 % en deçà de la moyenne quinquennale. Cumulées à la baisse des surfaces, les productions de blé tendre d'hiver et d'orge d'hiver affichent des baisses respectives de 4 et 17 % par rapport à 2017.

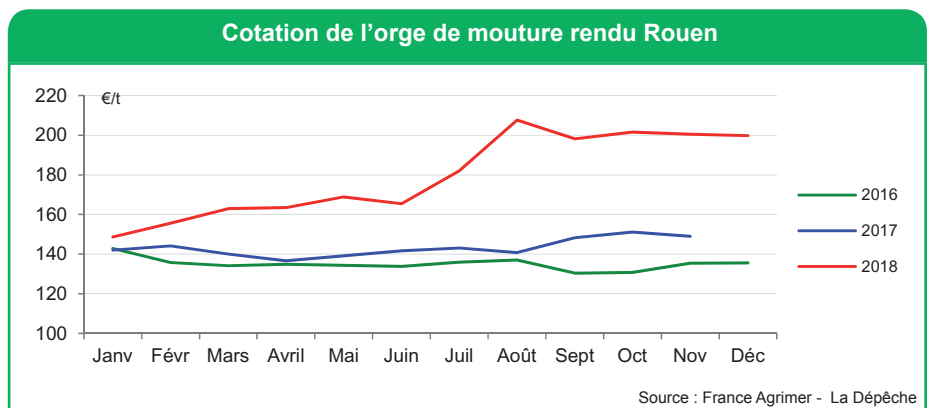
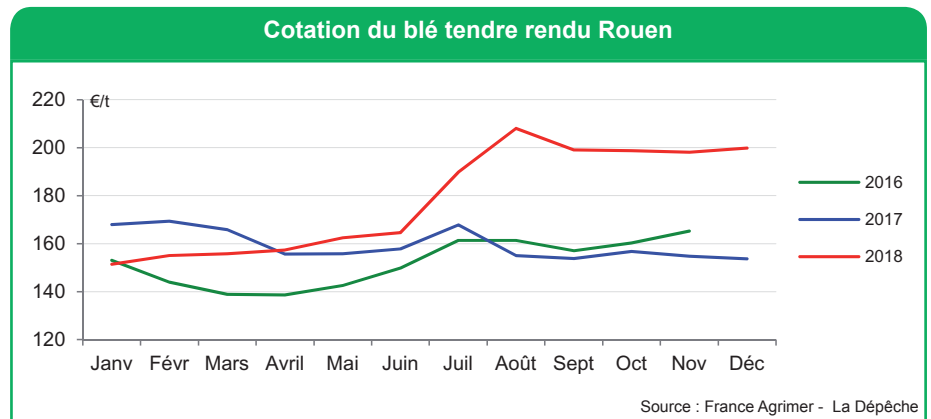
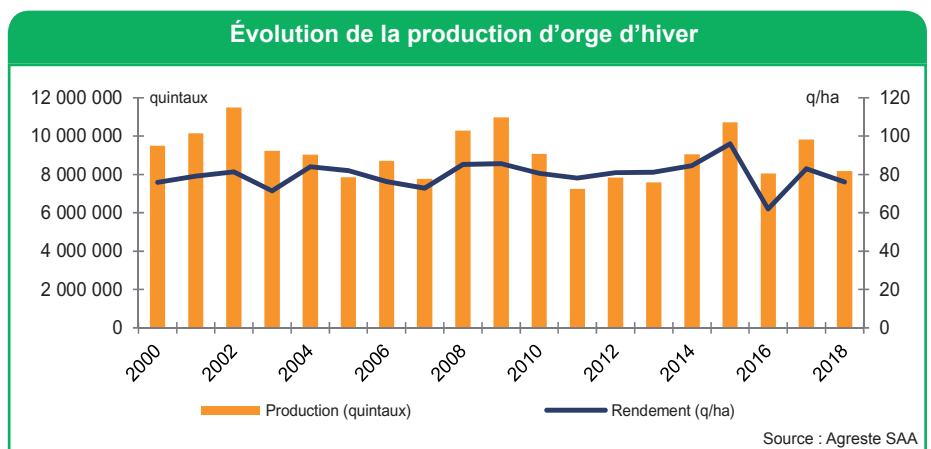
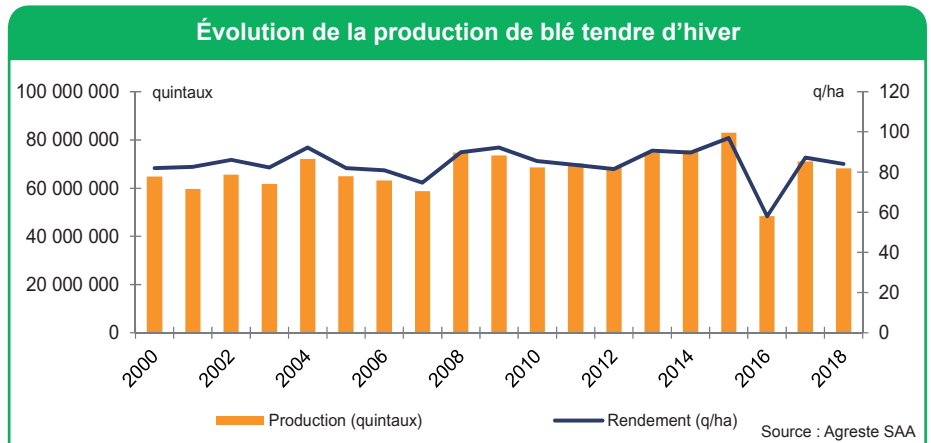
En revanche, la qualité des blés est très intéressante avec un poids spécifique supérieur en moyenne à 79 kg/hl, une teneur en protéines approchant les 11,9 % et un taux d'humidité de 12,5 %.

La récolte 2018 qui peut être qualifiée de correcte pour les céréales, se déroule dans un contexte favorable à un redressement des cours. En effet, de nombreux pays d'Europe du Nord sont très impactés par la sécheresse et connaissent une baisse de leur production de blé tendre de plus de 10 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Impactée par les mauvaises conditions climatiques de l'hiver, la production de colza régionale baisse de 19 % par rapport à 2017, malgré une augmentation des surfaces de 4,5 %. Le rendement moyen régional passe de 44 q/ha en 2017 à 36 q/ha cette année.

Les cours du blé tendre rendu Rouen se reprennent en 2018 après avoir atteint un niveau très bas en début d'année (151 € la tonne en janvier). Les mauvaises prévisions de récolte en Europe de l'Est profitent au blé français mieux valorisé sur les marchés. Les cours remontent nettement aux deuxième et troisième trimestres et dépassent ceux constatés les années précédentes. Ils avoisinent les 210 euros la tonne en août, le dernier cours du blé tendre rendu Rouen aussi élevé remontant à avril 2014.

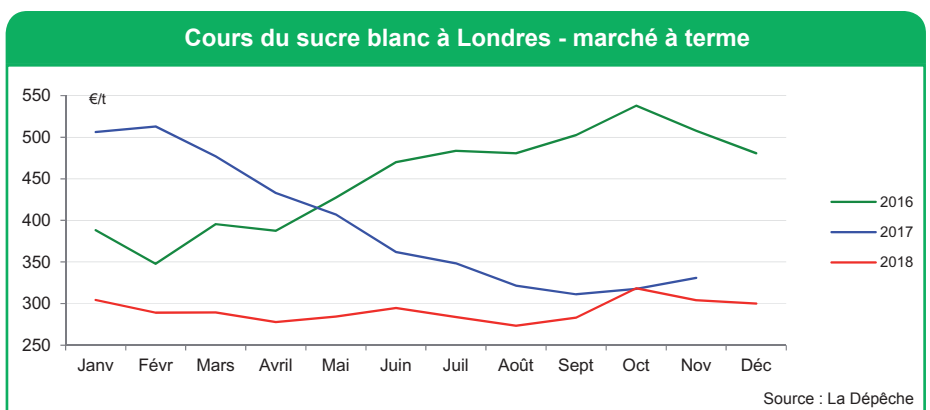
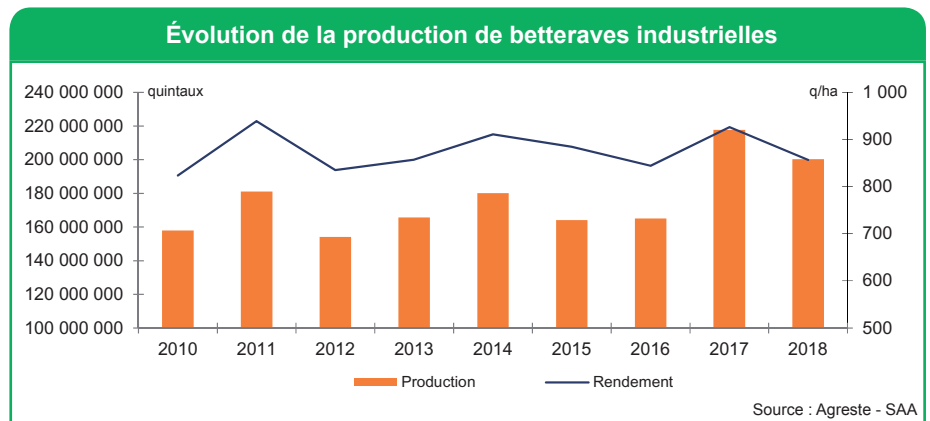
Pour les orges, les cours sont soutenus par la forte demande chinoise. Ainsi la cotation de l'orge de mouture rendu Rouen augmente fortement dès le mois de juillet et se stabilise ensuite autour de 200 € la tonne. Les derniers cours aussi élevés datent du début d'année 2013.



Double peine pour les planteurs de betteraves

Le climat perturbe la culture des betteraves industrielles. Le semis est retardé par les pluies fournies du mois de mars. Par la suite, les conditions météorologiques et notamment les orages localisés impactent diversement les cultures de betteraves. La pression sanitaire est élevée et précoce : cercosporiose puis dégâts de teigne. Durant l'été, le feuillage est peu fourni et les racines de petites dimensions mais gorgées de sucre. Les mauvaises conditions de l'automne provoquent une nouvelle pousse du feuillage au détriment de la concentration en sucre. Il n'est pas rare de constater des feuilles mortes au sol. La fin de campagne profite finalement aux derniers champs non récoltés jusqu'alors, ce qui engendre un grand différentiel de rendement entre les premières et les dernières parcelles arrachées.

Avec une baisse d'un millier d'hectares de surface et un rendement moindre, la production chute de près de 10 % par rapport à l'an passé. Elle reste malgré tout conséquente et supérieure aux productions récoltées avant l'année 2017. Depuis l'arrêt des quotas sucriers, les cours du sucre sont très volatils. Après un début d'année 2017 à plus de 500 € la tonne de sucre blanc, les cours chutent et se stabilisent en 2018 sous la barre des 300 € tonne pour enfin amorcer une petite remontée à l'automne. En moyenne annuelle, le cours du sucre blanc chute de 25 % en un an : de 393 € la tonne en 2017 à 292 € la tonne en 2018. La récolte 2017 exceptionnelle induit un



stock élevé. Bien que les exportations ne soient plus limitées par le système des quotas, la quantité de sucre disponible pèse sur les cours. Il n'existe plus de système d'intervention permettant une stabilisation des cours du sucre.

La révision à la baisse des excédents sucriers mondiaux et la hausse des cours

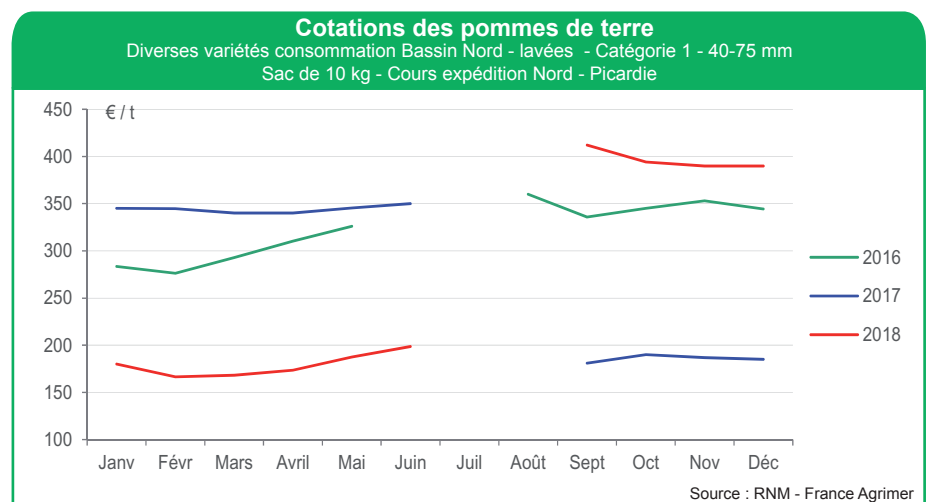
du baril de pétrole ont contribué à la montée des cours en favorisant la production de bioéthanol. Ainsi et même si la campagne qui s'achève ne permet pas de dégager de fortes marges, le contexte international semble désormais plus favorable à une négociation des prix contractuels de la betterave plus élevés.

Mauvaise année climatique pour les pommes de terre

Le froid hivernal permet une reprise de la consommation des pommes de terre et une stabilisation des cours. Le surplus d'offres de la campagne précédente engendre une pression accrue sur les prix, et le commerce extérieur est fortement concurrentiel quelle que soit la destination. Des volumes sont alors orientés vers la féculé, la méthanisation ou l'alimentation animale.

Au printemps, la qualité supérieure de la production française permet d'exporter massivement vers l'est et l'Italie. Les premiers problèmes de conservation arrivent et les offres promotionnelles visent à écouler l'offre toujours excédentaire. Les lots de qualité supérieure sont recherchés et bien valorisés.

Les pommes de terre les plus hâtives affichent un retard de plantation au printemps 2018. En fin de campagne,



l'offre reste excédentaire. Cependant les pommes de terre à chair ferme continuent à se commercialiser tandis que les conditions météorologiques

ne sont pas favorables à la récolte des primeurs.

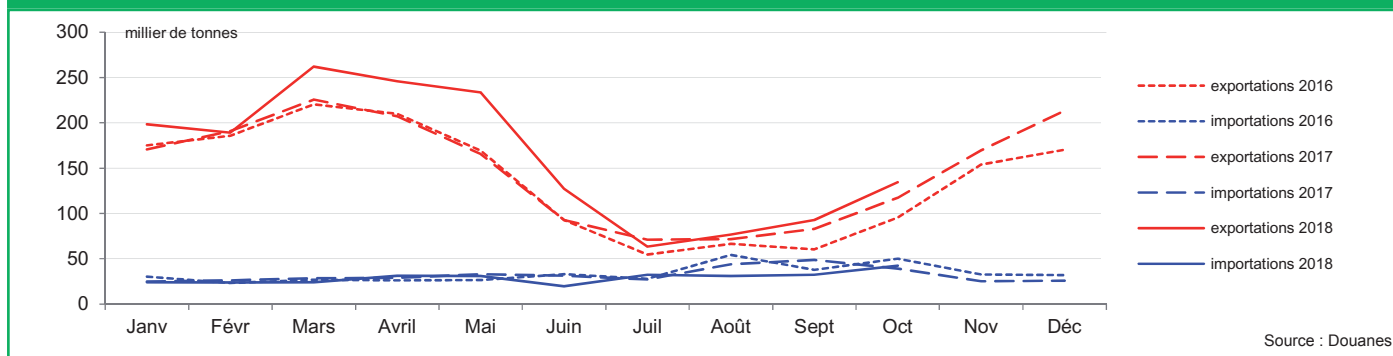
Durant l'été, les champs de pommes de terre souffrent particulièrement de

la sécheresse. Les températures très élevées du milieu de l'été stoppent le développement des tubercules. Certaines parcelles présentent un état de sénescence précoce. Ainsi la nouvelle campagne débute avec des prévisions de rendements faibles et une qualité incertaine. Les rendements et la teneur en féculé des pommes de terre sont particulièrement bas. Même si le début d'automne est plus sec que la normale, les travaux d'arrachage sont quasi-terminés fin octobre.

Les rendements et des qualités des tubercules très hétérogènes engendrent une segmentation du marché vers les débouchés industriels. Les lots de meilleures qualités tardent à être mis sur le marché, tandis que les lots de qualités moindres sont proposés en-dessous de 300 € la tonne, afin d'être écoulé rapidement. En moyenne, les cours restent à des niveaux élevés. Les cours qui peinaient à atteindre la barrière des 200 € la tonne pour certaines variétés (cf. graphique),

dépassent les 400 € au mois de septembre. En fin d'année, le marché est toujours plus ferme et les cours dépassent largement ceux des deux dernières années. Ce contexte est favorable aux agriculteurs qui vont négocier les contrats de la prochaine campagne en ce début d'année. Les exportations sont soutenues en 2018 et supérieures aux deux années précédentes dans un contexte de production européenne en baisse et des importations toujours stables.

Echanges extérieurs de pommes de terre de conservation (y compris demi-saison)



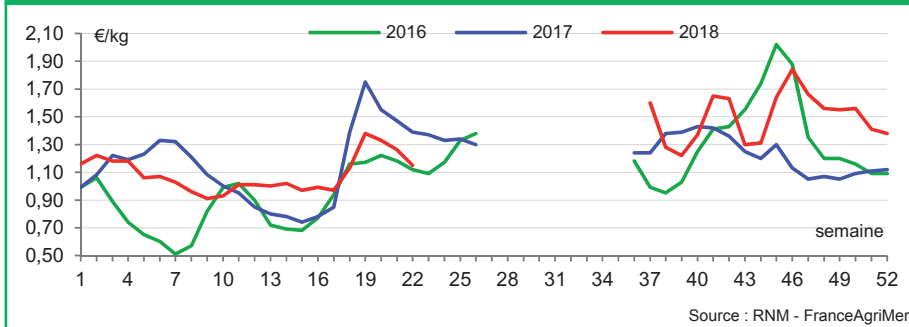
L'endive doit reconquérir les consommateurs

Le marché de l'endive est actif en début d'année. L'offre est moins abondante que les années précédentes et la qualité des endives est hétérogène. Le début d'hiver trop clément ne permet pas au marché de rester dynamique. Les cours s'érodent. Fin février - début mars, le climat perturbe les acheminements, des producteurs suspendent leur activité. Cette situation est favorable à une remontée des cours qui repassent au-dessus de 1 € le kilo d'endives (catégorie 1 en colis de 5 kg). L'offre reste toutefois supérieure à la consommation.

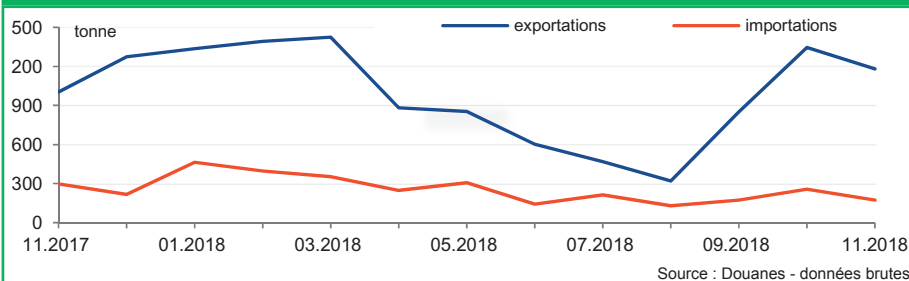
En mai et même si la production est moindre, les retraits de marchandise s'amplifient et une partie de la production part en méthanisation. Les semis de racines d'endives sont perturbés au printemps par les précipitations abondantes. Les grosses racines récoltées en 2017 affichent un rendement toujours supérieur en chicons. En juin, des opérations de destruction assainissent le marché.

Début septembre, les premiers arrachages de racines débutent avec deux semaines de retard. Les racines récoltées sont petites et invitent à retarder les autres arrachages. A cette époque de l'année, les racines récoltées en 2017 continuent à être forcées. Les cours sont intéressants et incitent à produire. Cependant, la demande ne suit pas.

Endives Nord-Picardie - Cat. 1 en colis de 5 kg



Echanges mensuels de novembre 2017 à novembre 2018



En octobre, les arrachages sont difficiles et le potentiel productif des racines récoltées est en baisse de près de 20 %. Dans ce contexte, le marché s'équilibre et les cours dépassent ceux de 2017 jusqu'à la fin de l'année. Ce constat permet de relativiser les difficultés créées par les mouvements sociaux dès

la mi-novembre. Plus de 11 900 tonnes de chicons sont exportées en grande majorité en Europe. La demande africaine initiée en 2017 est confirmée. Toutefois, les exportations totales sont en baisse, notamment vers la Belgique, de près de 20 % et de 30 % par rapport à 2017 et 2016.

Récoltes fourragères en berne

Le maïs fourrage compense pour partie le manque d'herbe. Sur l'ensemble de l'année, la production d'herbe est déficitaire sur la région.

Après un hiver arrosé, l'indice d'humidité des sols est excédentaire au printemps et se traduit par un démarrage légèrement tardif de la pousse de l'herbe, c'est-à-dire au mois d'avril. La production d'herbe lors de la coupe de printemps est dans les normes.

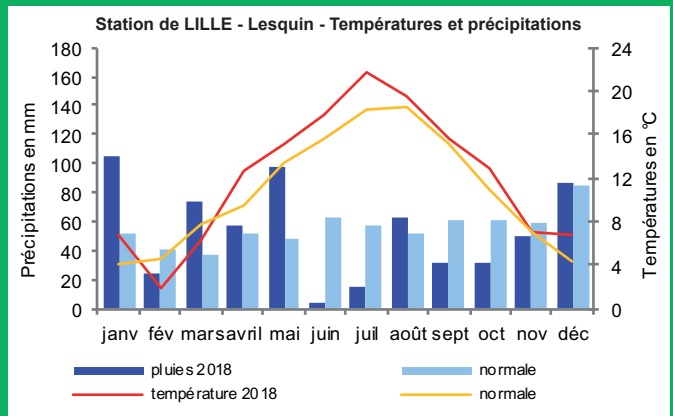
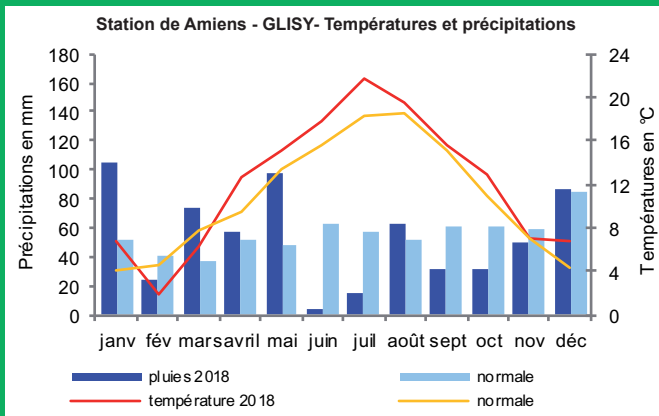
La pousse estivale, elle, souffre du déficit hydrique et il n'y a pas de véritable redémarrage de la pousse à l'automne. En conséquence, les éleveurs entament la consommation des stocks de foin dès l'été pour nourrir les animaux en pâture. Les parcelles sur-pâturées pourraient avoir des difficultés à retrouver un bon niveau de production au printemps prochain.

Ces conditions météorologiques excep-

tionnelles ne nuisent pas aux cultures de maïs ensilage. En mai, les conditions de semis sont favorables et les températures élevées de la fin de printemps permettent un bon enracinement des pieds de maïs. Ces derniers peuvent ainsi mieux supporter le stress hydrique estival. La floraison comme la récolte se déroulent de façon précoce et les rendements, avoisinants 145 q/ha de matière sèche, sont satisfaisants.

Climatologie :

Une année de tous les extrêmes entre froids tardifs, chaleurs printanières et estivales, précipitations en excès ou fortement déficitaires selon les mois !



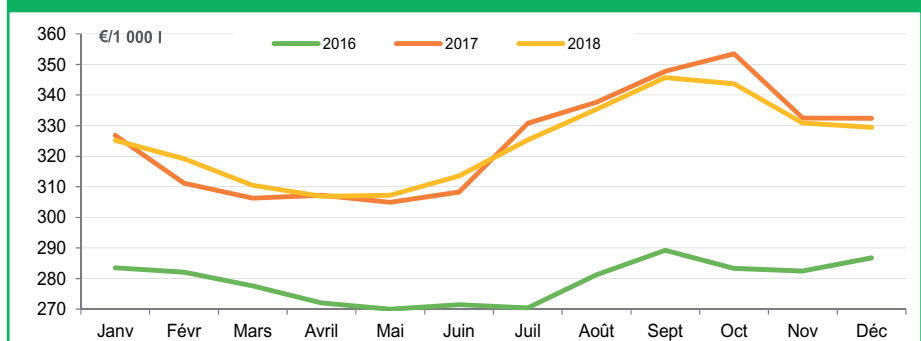
Source : Météo France

La collecte régionale de lait non impactée par la sécheresse estivale

Les volumes collectés en 2018 sont en augmentation de 1 % par rapport à 2017. Au final, 2,3 milliards de litres de lait sont livrés aux industries. Il s'agit de la collecte la plus élevée depuis 2015 où elle s'élevait à 2,34 milliards de litres. A contrario, le nombre de producteurs de lait livrant les industries baisse de 4 % en un an et s'établit à 4 625 producteurs.

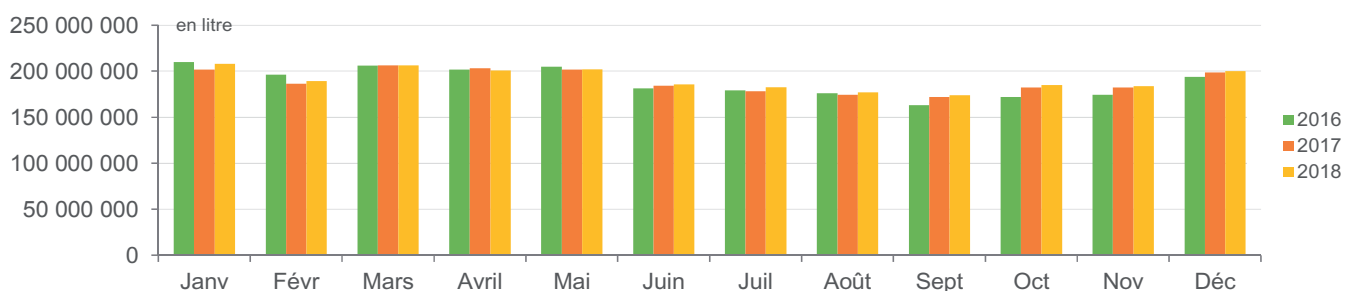
La région n'est donc pas directement impactée par la baisse des récoltes fourragères en termes de quantité livrée. La qualité du lait produit s'en trouve toutefois altérée puisque les éleveurs

Evolution du prix moyen standard en euros pour 1 000 litres



Source : Enquête mensuelle laitière - FranceAgriMer

Evolution de la collecte de lait livré aux industries



Source : Enquête mensuelle laitière - FranceAgriMer

ont recours aux aliments composés pour compenser la moindre qualité des fourrages. En moyenne, le lait collecté en 2018 présente un taux de 40,07 g/l de matière grasse et de 32,86 g/l de matière protéique contre respectivement 40,18 et 33,14 en 2017.

Le prix du lait standard descend à 307 € les 1 000 litres pour ensuite remonter progressivement aux alentours de 345 €. Les cours restent largement supérieurs à ceux de l'année 2016 et suivent la même évolution que l'an passé.

Cependant, le prix des aliments se redresse rapidement à l'arrivée de la saison estivale puisque les mauvaises prévisions de récolte dans de nombreux pays permettent une remontée des cours des matières premières. Les producteurs de lait voient leurs marges diminuer.

Collecte de lait en Hauts-de-France en 2018

	Livraison du lait en industrie (en millier de litres)					Taux moyen de matière grasse (en g/l)	Taux moyen de matière protéique (en g/l)
	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme		
Janvier	27 036	61 900	15 127	67 258	36 848	40,61	33,15
Février	24 462	57 060	13 778	60 657	33 329	40,94	33,36
Mars	26 862	62 338	14 862	66 082	36 294	41,19	33,34
Avril	26 288	60 902	14 665	63 664	35 396	40,24	32,71
Mai	26 139	60 996	14 882	63 948	36 078	39,28	32,36
Juin	23 461	56 345	13 441	58 663	33 748	38,57	32,10
Juillet	22 721	55 891	12 989	57 312	33 800	38,30	31,64
Août	21 295	54 027	12 376	56 595	33 015	38,51	32,05
Septembre	20 434	52 480	12 206	56 678	32 109	39,91	33,10
Octobre	22 238	54 821	13 203	60 849	33 681	41,02	33,60
Novembre	22 684	54 595	13 336	60 058	33 139	41,97	34,00
Décembre	25 149	59 593	14 418	65 599	35 603	41,69	33,50

Source : Enquête mensuelle laitière - FranceAgriMer

Toujours plus de vaches abattues en 2018

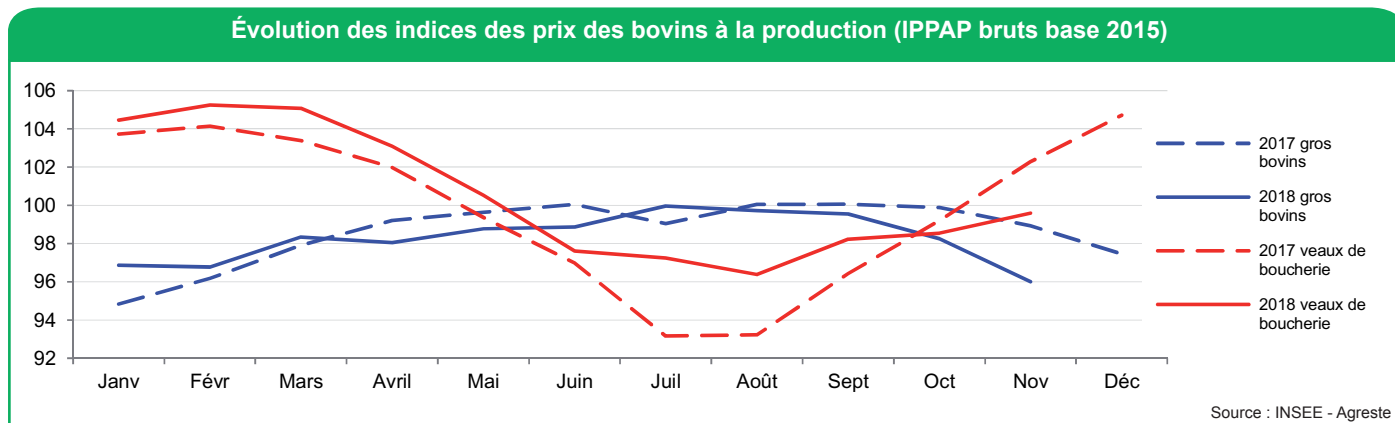
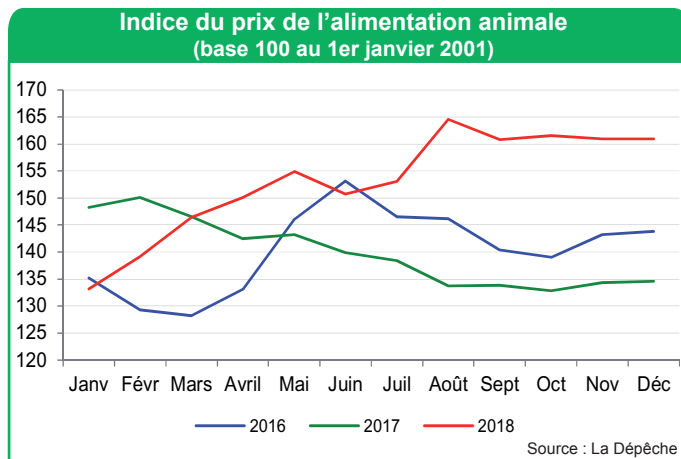
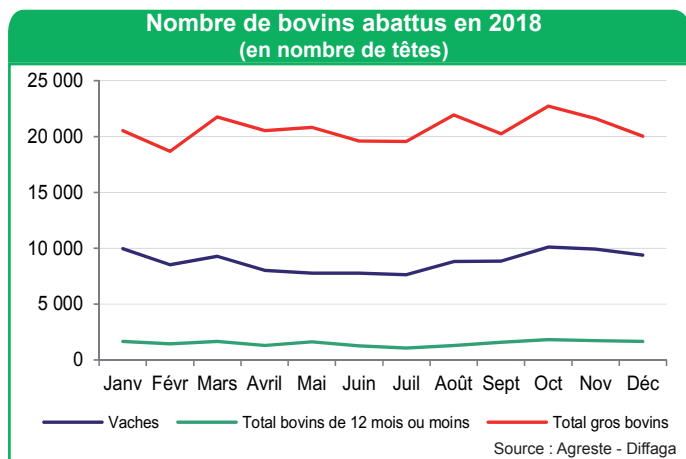
Alors que le nombre de bovins mâles abattus est relativement stable, celui des bovins femelles connaît une tendance haussière. En effet, le nombre de génisses abattues dépasse les 3 000 têtes par mois tout au long de l'année, celui des vaches s'élève particulièrement à partir du mois d'octobre. Ce constat peut trouver son explication dans le manque de qualité des fourrages récoltés cette année dans un contexte de hausse des prix des

aliments. La rentabilité limitée des ateliers laitiers, dans un contexte tendu des prix de revient peut également expliquer une partie des réformes.

Les marges se réduisent. L'indice du prix de l'alimentation animale dépasse celui de l'année dernière dès le printemps et s'envole durant l'été. En moyenne annuelle, l'indice du prix de l'alimentation animale passe de 139,9 en 2017 à 153,0 en 2018. Au total, 248 000 gros bovins sont abattus

dans la région en 2018 contre 244 000 en 2017. L'activité maintient son dynamisme dans la région.

Les prix à la production des bovins restent supérieurs à ceux de l'année précédente pour les veaux de boucherie. Pour les gros bovins, l'augmentation du nombre de têtes abattues par mois entraîne une baisse de l'indice des prix dès le mois d'août, l'indice des prix devient inférieur à celui de 2017.

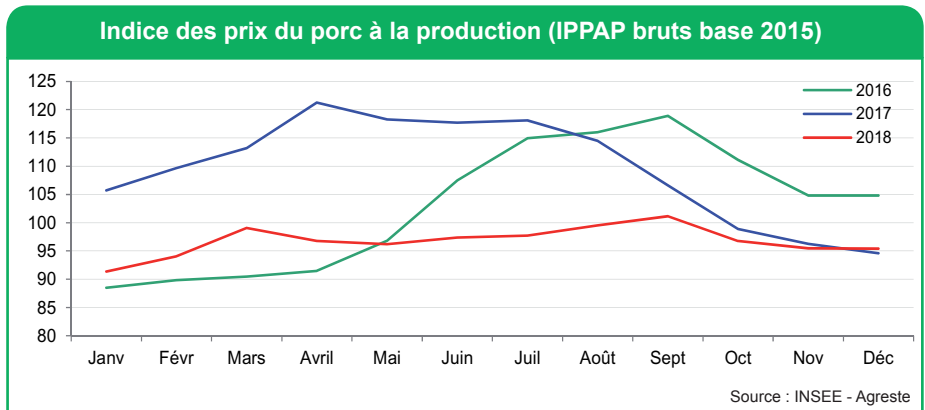


Des incertitudes qui pèsent sur les cours du porc

L'année 2018 est marquée par le spectre de la peste porcine africaine qui rend le marché incertain. L'offre mondiale reste soutenue et pèse sur les cours.

L'abattage de porc est dynamique, notamment en début d'année. En 2018, 1 % de porcs supplémentaires sont abattus par rapport à 2017. Plus de 23,5 millions de porcs sont abattus en France (DOM compris). La quasi-totalité, 23 millions, concerne des porcs charcutiers.

Les prix du porc à la production sont plus bas que ceux de l'année 2017, période durant laquelle les cotations ont déjà connu un repli sévère au second semestre. L'envolée estivale normalement remarquée sur les cours du porc n'a pas lieu cette année. En août 2018, l'indice des prix du porc atteint 99,5 contre 114,5 en août 2017 et 116,1 en août 2016.

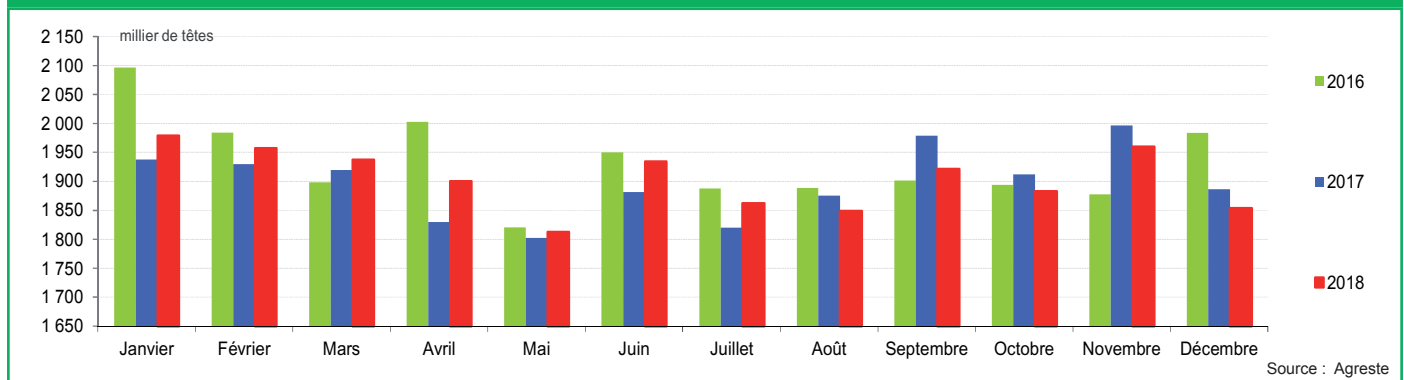


Les risques sanitaires font craindre un embargo dans un contexte de production dynamique.

Ainsi, le cours du porc charcutier nord-est est en moyenne de 1,38 €/kg en 2018

contre 1,56 € en 2017, soit une baisse de 10 % du prix moyen. Cette baisse du prix d'achat pèse d'autant plus sur les trésoreries que le prix des aliments monte dans le même temps.

Abattages des porcs charcutiers en France (yc DOM)

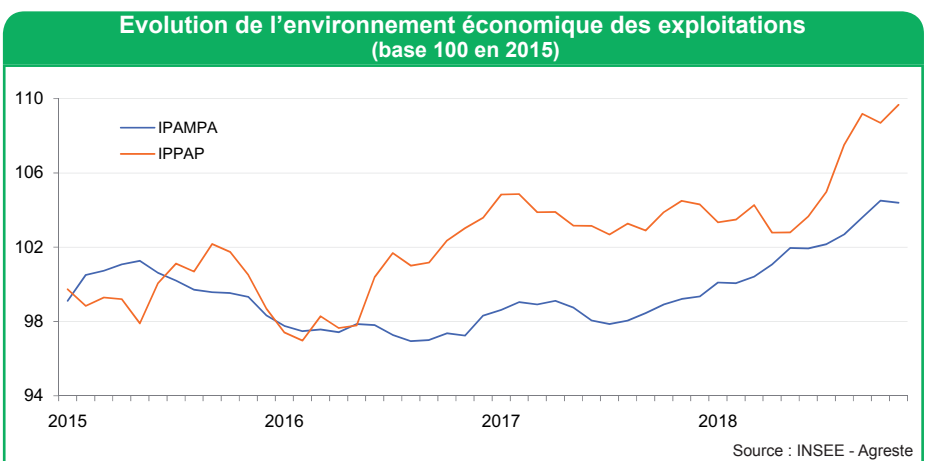


La hausse du prix des produits agricoles à la production compense toujours l'augmentation du prix des moyens de production

Les prix des produits agricoles à la production restent au-dessus des prix des moyens de production après une contraction de la marge au printemps. Même si la situation est moins favorable qu'en 2017, cela devrait permettre aux producteurs de dégager une marge. L'augmentation de l'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) est notamment portée par la reprise des cours des céréales, du lait et des oeufs. Il reste toutefois des filières qui semblent plus en difficulté comme la filière porcine et la filière volaille.

L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) s'accroît depuis 2 ans. Cette augmentation résulte principalement de la flambée du prix de l'énergie et dans une moindre mesure de la hausse du prix des engrais et amendements. L'augmentation du prix des aliments est quant à elle plus modérée.

La hausse du prix du pétrole résulte d'une demande internationale toujours accrue dans un contexte de tensions commer-

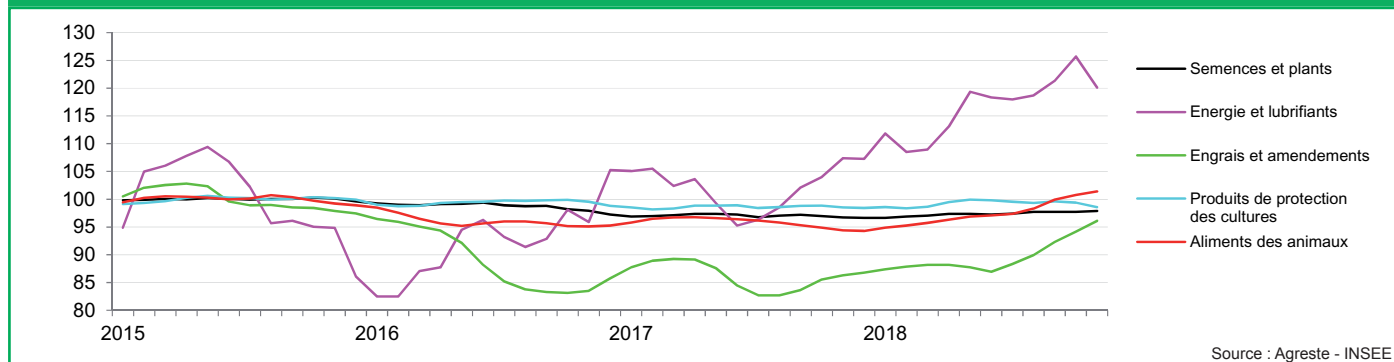


ciales entre la Chine et les Etats-Unis. Les prix des semences et plants et des produits de protection des cultures affichent une certaine stabilité.

Les prix des aliments pour animaux augmentent sous l'effet d'un redressement des cours des matières premières. En fin d'année, ils retrouvent le niveau du

début d'année 2015. Il est probable que l'ensemble de la filière élevage soit pénalisée par la hausse du coût des aliments étant donné que les stocks de fourrage doivent parfois déjà compenser le déficit d'herbe pour les animaux en pâture. La demande en aliments ne devrait donc pas faiblir prochainement.

Évolution des indices de prix des biens et services de consommation courante (base 100 en 2015)



Source : Agreste - INSEE

La situation économique des exploitations se relève en 2017

Avec une augmentation de 430 % du résultat courant avant impôts, la situation économique des exploitations s'améliore nettement en 2017 si on la compare à l'année précédente. Il faut toutefois relativiser ce constat, l'année 2016 étant exceptionnelle. La situation s'apparente à celle connue en 2015 et le résultat courant avant impôts reste inférieur de 40 % à celui de l'année 2010.

Avec un taux d'endettement de 45 %, le poids de la dette des exploitations (ensemble des dettes par rapport au total de l'actif) ne cesse de baisser depuis 2010. Le taux d'endettement régional reste cependant supérieur au taux d'endettement des exploitations moyennes et grandes françaises (42,8 %).

Le rapport entre les annuités des em-

prunts long et moyen terme et l'excédent brut d'exploitation est également un indicateur de l'endettement des exploitations. Il doit être inférieur à 45 %. En 2017, il s'élève à près de 50 %. 14 % des exploitations de la région ont un excédent brut d'exploitation qui ne permet pas de couvrir les annuités à long et moyen terme. 33 % des exploitations présentent un endettement important (de 50 à 100 %). Seules 53 % des exploitants ont un endettement inférieur à 50 %.

En 2017, le solde disponible moyen par exploitation s'élève à 27 400 €. Ce dernier peut être utilisé pour rémunérer l'exploitant ou investir. Pour rappel, ce solde s'établit à plus de 50 000 € de 2010 à 2012 pour baisser à 25 000 € en 2015 et 14 000 € en 2016. Après quelques an-

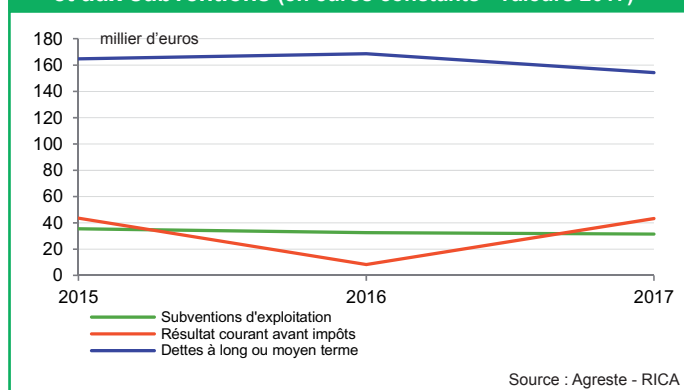
nées difficiles, les exploitations peinent à retrouver une situation économique favorable.

Les principaux résultats économiques

moyenne en milliers d'euros	2016	2017 prov.
Production de l'exercice	213,7	237,8
charges d'approvisionnement	100,3	90,7
valeur ajoutée hors fermage	54,7	88,6
subventions d'exploitation	32,2	31,4
fermage, métayage	23,6	21,7
charges de personnel	10,6	11,1
Excédent brut d'exploitation	52,1	86,3

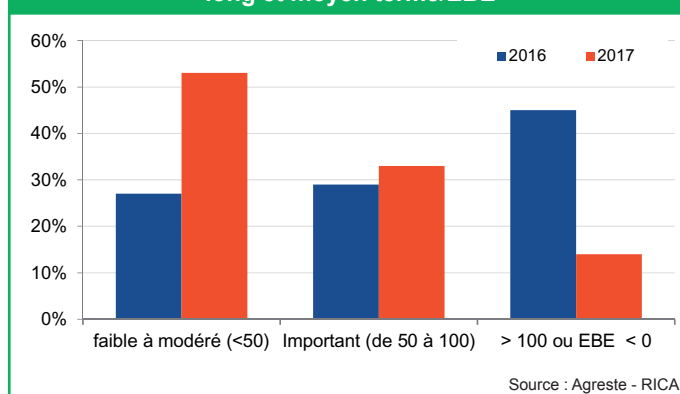
Source : Agreste - RICA

Évolution du RCAI comparée aux dettes LMT et aux subventions (en euros constants - valeurs 2017)



Source : Agreste - RICA

Évolution du rapport montant des annuités long et moyen terme/EBE



Source : Agreste - RICA

Evolution sur 27 ans du résultat courant avant impôt, des subventions d'exploitation et des dettes «long et moyen terme» des exploitations de la région

euros constants (valeurs 2017)	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2016	2017
Subventions d'exploitation (k€)	1,7	29,2	31,6	43,5	44,2	35,4	32,6	31,4
Résultat courant avant impôts (k€)	36,5	50,7	42,2	39,8	73,7	43,5	8,2	43,1
Dettes à long ou moyen terme (LMT) (k€)	89,2	90,7	111,8	130,6	175,9	164,8	168,5	154,2

Source : Agreste - RICA

La situation semble s'améliorer par rapport à l'an passé puisque le nombre d'exploitations modérément endettées a quasiment doublé mais cette amélioration financière peut aussi être le reflet d'une certaine frilosité à investir. En effet, les investissements grèvent le résultat courant avant impôts.

Plus de 19 000 exploitations réalisent une acquisition en 2017, 500 de moins qu'en 2016. Dans tous les domaines, les immobilisations corporelles acquises en 2017 sont en moyenne moins onéreuses qu'en 2016. Les exploitants sont moins nombreux à acheter du matériel (- 5 %). La baisse globale des investissements s'explique par une année 2016 très difficile économiquement.

Les acquisitions peuvent être en partie financées par des cessions. En effet, le nombre d'exploitations ayant réalisé une cession augmente de 22 % entre 2016 et 2017. Les exploitants sont donc moins nombreux à investir.

Cependant la moyenne des montants des cessions est en baisse, inférieure de 25 % à celle de l'année précédente.

Le nombre de cessions de constructions affiche une hausse de près de 50 %, celles des terrains agricoles de 45 % alors que les montants moyens des cessions chutent respectivement de 18 et de 55 %. En conclusion, les exploitants se séparent de biens de plus faibles valeurs qu'en 2016, année difficile économiquement et lors de laquelle les besoins en trésorerie sont plus prégnants.

La rentabilité se mesure par le rapport entre EBE et production brute corrigée (production et subventions reçues). Elle doit être supérieure à 30 %, niveau presque atteint puisqu'elle s'élève 28,1 %. Cela signifie que pour 100 € de production brute, l'excédent brut d'exploitation est de 28,1 €. Or, l'excédent brut d'exploitation est la valeur produite au cours d'un cycle de production après déduction des approvisionnements utilisés comme les engrais ou les aliments, des services auprès des tiers (assurances, travaux par tiers...), des impôts et taxes (non compris l'impôt sur le revenu) et des frais de personnel (salaires, charges sociales). Son calcul ne prend pas en compte les dotations aux amortissements et les charges et produits financiers et exceptionnels. La légère faiblesse de l'EBE peut expliquer les difficultés à faire face aux dettes. La situation s'améliore toutefois grandement puisque la rentabilité

Les nouvelles acquisitions réalisées durant l'exercice comptable

	2016		2017	
	nombre d'en-ayant	moyenne des en-ayants	nombre d'en-ayant	moyenne des en-ayants
Terrains	989	30 122 €	1125	17 027 €
Constructions et installations techniques	3789	36 579 €	3828	29 659 €
Matériels	14844	41 082 €	14153	38 765 €

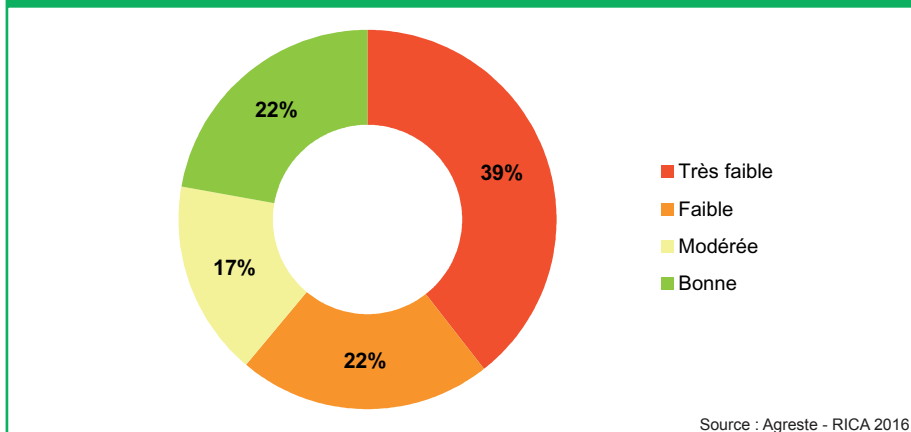
Source : Agreste - RICA

Comparaison des cessions réalisées en 2016 et en 2017

	2016		2017	
	en ayant	€/en ayant	en ayant	€/en ayant
Autres immobilisations incorporelles	100	64 142	316	38 820
Terres agricoles	120	30 980	174	13 847
Terrains forestiers	0	0	0	0
Aménagements de terrains	0	0	43	5 000
Aménagements de terrains boisés	0	0	0	0
Constructions	177	57 015	264	46 817
Matériel et outillage	8 516	20 345	8 482	18 835
Amélioration du fonds	275	35 156	158	8 075
Autres immobilisations corporelles	220	4 489	699	1 879
Plantations pérennes	133	12 321	0	0
Plantations forestières	0	0	0	0
Participation à organismes professionnels Agricoles	2 859	2 794	5 832	742
Part dans établissements de crédit	449	780	218	438
Autres immobilisations financières	63	2 895	136	168
Total des cessions d'éléments d'actif	10 392	20 640	12 657	15 474

Source : Agreste - RICA

Rentabilité des exploitations des Hauts-de-France en 2017 (Rapport EBE/production brute corrigée)



des exploitations a gagné 10 points par rapport à l'an passé. Dans la région, 61 % des exploitations ont une rentabilité faible ou très faible.

Ce sont autant d'exploitations avec des difficultés de trésorerie. Ce constat n'est pas sans effet sur la structure des exploitations.

Evolution de la structure des exploitations par département entre 2010 et 2018

Années	Aisne		Nord		Oise		Pas-de-Calais		Somme		Hauts-de-France	
	2010	2018	2010	2018	2010	2018	2010	2018	2010	2018	2010	2018
Individuel	2 000	1 573	4 083	3 190	1 313	1 063	3 939	3 049	3 094	2 379	14 429	11 254
Autre forme sociétaire	82	74	85	67	57	55	72	82	84	84	380	362
EARL	1 108	1 106	1 082	1 173	1 180	1 196	1 323	1 358	1 126	1 179	5 819	6 012
SCEA	475	679	142	284	321	393	220	376	334	571	1 492	2 303
GAEC	266	228	594	494	177	159	705	642	377	325	2 119	1 848
Total	3 931	3 660	5 986	5 208	3 048	2 866	6 259	5 507	5 015	4 538	24 239	21 779

Source : Agence de Services et de Paiement

Le nombre d'exploitations individuelles a chuté d'environ 20 % dans tous les départements de la région Hauts-de-France en 8 ans.

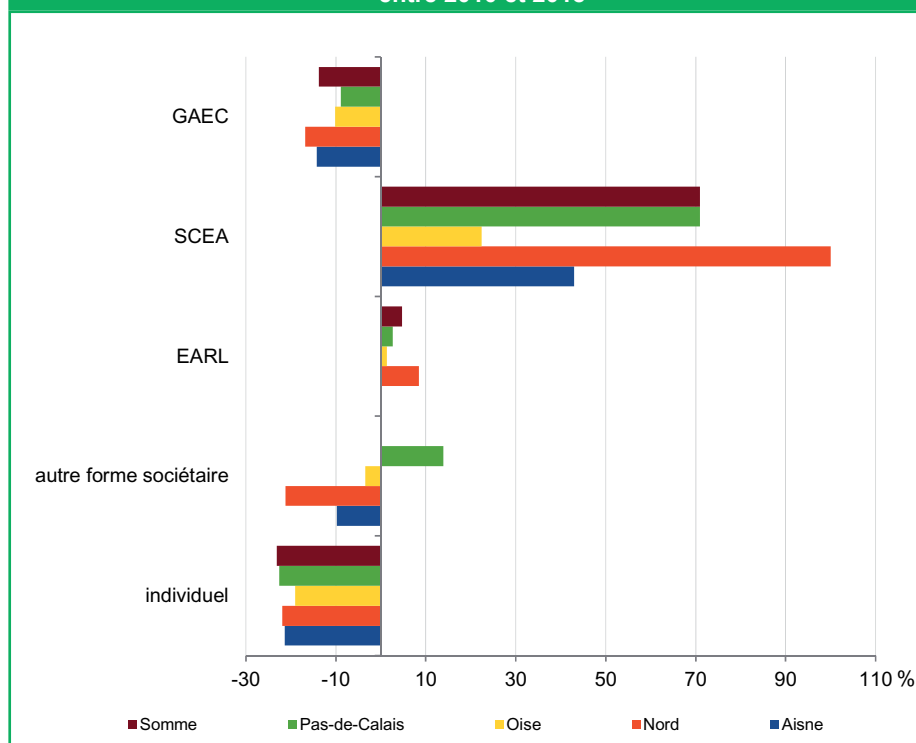
Désormais, les exploitants privilégient les formes sociétaires qui présentent l'avantage de distinguer le patrimoine privé du patrimoine professionnel. Parmi les formes sociétaires, les SCEA augmentent de 54 %, leur nombre a même doublé dans le Nord.

En effet, en SCEA, les associés ne sont pas obligatoirement exploitants et peuvent être des personnes morales. Les associés ne prennent donc pas forcément part au fonctionnement de l'exploitation qui peut être gérée par un non-associé. De ce fait, ce choix de forme juridique permet de conserver l'unité d'une exploitation lors de la transmission du patrimoine.

Des exploitations disparaissent ou se regroupent chaque année et au total, le nombre de dossiers de demande d'aides surface diminue de 2 460 en 8 ans. Dans le même temps, les surfaces agricoles utilisées s'érodent.

Plus de 28 500 hectares ne sont plus déclarés à la PAC en 8 ans. La taille moyenne des exploitations s'agrandit de 88,7 ha à 97,4 ha. Autrement dit, avec une perte de SAU de 28 500 ha, la région perd quasiment un potentiel de 300 exploitations.

Evolution de la répartition des exploitations par structure entre 2010 et 2018



Source : Agence de Services et de Paiement

Evolution de la SAU déclarée à la PAC entre 2010 et 2018 (en ha)

	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	Hauts-de-France
2010	493 104	357 765	369 221	462 562	466 335	2 148 987
2018	487 766	346 753	367 918	455 133	462 886	2 120 456

Source : Agence de Services et de Paiement

Estimations des grandes cultures par département

surface en hectares production en quintaux	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	Région
Blé tendre d'hiver	178 470 14 634 540	114 700 10 093 600	154 500 12 514 500	168 900 14 863 200	189 180 15 891 120	805 750 67 996 960
Orge et escourgeon d'hiver	22 350 1 653 900	11 900 928 200	24 200 1 790 800	24 720 1 928 160	24 400 1 878 800	107 570 8 179 860
Orge de printemps	25 440 1 857 120	2 100 159 600	9 330 653 100	6 700 509 200	9 090 645 390	52 660 3 824 410
Maïs grain	15 590 1 298 180	11 170 949 450	10 760 868 300	4 900 416 500	6 460 538 650	48 880 4 071 080
Colza d'hiver	55 545 1 999 620	11 000 429 000	44 500 1 468 500	17 380 643 060	33 590 1 242 830	162 015 5 783 010
Pois protéagineux	3 865 158 465	550 23 100	7 910 316 400	1 160 48 720	5 350 214 000	18 835 760 685
Maïs fourrage et ensilage	10 795 1 489 710	28 480 4 328 960	9 260 1 259 360	34 000 5 032 000	20 690 3 062 120	103 225 15 172 150
Betterave industrielle	69 325 58 926 000	25 800 22 446 000	44 000 36 520 000	41 360 35 983 200	53 310 45 846 600	233 795 199 721 800
Pomme de terre féculée	2 960 1 213 600	300 123 000	2 075 850 750	1 880 770 800	9 190 3 767 900	16 405 6 726 050
Pomme de terre de consommation	8 930 3 625 280	31 000 13 210 000	4 330 1 744 750	25 200 10 697 500	25 565 10 451 585	95 025 39 729 115

Source : DRAAF - Srise

Sandra DELABY
Thierry LACOUA

Draaf - Srise

Agreste Hauts-de-France
Conjoncture agricole
n°35 - Décembre 2018

Grandes cultures
Belle progression des cours du blé en décembre
Les prix du blé français affichent une belle progression en décembre, malgré une baisse observée en fin de mois. Ils profitent d'un contexte favorable sur le marché de la Mer Noire, qui connaît un net détachement de offre russe depuis novembre, accompagné d'un renchérissement régulier des prix en décembre.
Ces conditions pourraient augurer une deuxième partie de campagne plus opportune pour les blés français.
En attendant, à la campagne, FranceAgriMer avait ses prévisions d'exportation de blé français en très légère hausse à destination de l'Union Européenne et en baisse vers les Pays-Bas. Par rapport à la campagne 2017/18, ces volumes de ventes sont respectivement en baisse de 16,9% et en hausse de 7,2%.

État des cultures en région
Cultures - Selon le dernier bulletin de FranceAgriMer, l'état des cultures en culture de maïs est jugé bon à hauteur de 87 %, contre 86 % la campagne précédente pour le blé tendre et de 90 %, contre 90 % pour l'orge d'hiver, conséquence du déficit pluviométrique. Les surfaces de blé tendre ont réalisé à hauteur de 86 % contre 97 % l'an passé. À noter que les dernières précipitations survenues ont contribué à améliorer le développement des sols et sont salutaires pour ces cultures.
Les estimations des surfaces régionales en culture d'herbe sont en hausse pour les céréales, plus marquée pour l'orge d'hiver que le blé tendre alors qu'elle serait en baisse modeste pour le colza.

Pomme de terre
Une production 2018 en baisse de 11 %
Sur le marché de l'industrie, les lots de Brie de qualité défilante ont été moins nombreux. Avec une offre limitée, les prix se raffermissent nettement au cours du mois sur cette variété. Le marché intérieur conserve une activité modérée mais régulière en décembre, malgré un commerce rendu complexe par les mouvements sociaux. Ces deux facteurs favorisent l'approvisionnement ainsi que la liquéfaction des magasins. L'attente d'un dénouement de l'état de la production relative se demande et favorise la conservation des stocks.
À l'export, le commerce est quelque peu déviant avec des volumes travaillés en-deçà des attentes. Les flux restent cependant réguliers vers l'Espagne et les destinations de l'Est. La demande à l'export sur les variétés féculées se poursuit à un bon niveau de 3,7 à 3,8 millions de tonnes de consommation, ce qui affaiblit à 3 742 500 tonnes en 2018, soit une baisse de 11 %, par rapport à 2017, conséquence d'un rendement très faible.

Agreste : la statistique agricole

Toute l'actualité sur la conjoncture agricole des principales productions des Hauts-de-France sur le site internet de la DRAAF :

<http://draaf.hauts-de-france.agriculture.gouv.fr/Conjoncture-economie>